

# Le libertaire

Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20)  
(Chèque postal : N. Fauquier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"			
FRANCE		ÉTRANGER	
Un an.....	22 fr.	Un an.....	30 fr.
Six mois.....	11 »	Six mois.....	15 fr.
Trois mois.....	5 50	Trois mois.....	7 50

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## Un crime abominable dans les prisons de notre République

Un crime abominable qui ne peut manquer de soulever l'indignation générale des gens de cœur sans distinction de partis, vient d'être perpétré à la prison de Loos (Nord), où un émule du triste médecin-major Léon, avec une sauvagerie et criminelle insouciance, a refusé de soigner un détenu, qui, transporté dans un état désespéré à l'hôpital de Lille, a dû être amputé des deux jambes.

L'imagination la mieux douée peut avec peine concevoir pareille horreur. Ce n'est cependant que la plus stricte et navrante vérité.

La victime du répugnant médecin tortionnaire est un travailleur espagnol, venu en France comme tant d'autres pour échapper aux méfaits du régime de dictature instauré en Espagne, Jimenez, tel est le nom du malheureux. Dénoncé à la police française, comme un militant anarcho-syndicaliste, Jimenez ne tarda pas à être en butte aux tracasseries de la police. Agissant avec d'autres catalans, pour combattre le régime de dictature espagnole, il fut compromis dans l'affaire du colonel Macia, puis, sur un rapport de police cherchant à se débarrasser à tout prix d'un subversif, il fut accusé d'un vol banal, sans aucune preuve, puis de détention d'explosifs et condamné très durement à plusieurs années de prison.

Même si Jimenez avait été coupable des délits qu'on lui reprochait et pour lesquels il a été condamné, rien ne pouvait légitimer l'inqualifiable conduite du médecin et de l'Administration pénitentiaire dans leur méprisable action.

Ils n'ont, ni l'un ni l'autre, l'excuse d'avoir ignoré la gravité de l'état de santé de Jimenez, car depuis plus de six mois M<sup>r</sup> Torrès et le Comité de Défense Social, avisés par Jimenez et sa compagne, n'ont cessé de faire les démarches les plus pressantes pour attirer l'attention, tant du

médecin que du ministre de la Justice, sur la gravité de l'état de Jimenez, et de demander la solution qui s'imposait : la liberté. Hélas, tant de généreuses et humaines préoccupations ont été vaines.

Ils ont, d'un homme sain et robuste, fait une épave : un cul-de-jatte. N'est-ce pas la chose affreuse ?

Une telle ignominie ne saurait rester sans sanction, ne convient-il pas au plus tôt de mettre hors d'état de nuire, ce médecin dénué de toute conscience professionnelle et dont la mentalité est au-dessous du dernier garde-chiourme.

On ne saurait dénoncer avec trop de force ces actes qui déshonorent la science et la bonté.

Il faut également s'élever contre les mœurs de Torquemada, que le ministre de la Justice laisse trop facilement se développer dans les services pénitentiaires.

Le Comité de Défense Sociale, lance à toutes les organisations d'avant-garde à tous les gens de cœur, un vibrant appel. Il est indispensable que tous les efforts se conjuguent pour une campagne publique puissante, afin de faire rendre un peu de justice à Jimenez et d'éviter le renouvellement de ces actes de sauvagerie.

D'ores et déjà, le Comité de Défense Sociale saisit l'opinion publique par la voie des journaux.

D'autre part, le député-maire de Lille Salengro, s'est engagé à agir énergiquement dans sa sphère, tandis que le défenseur de Jimenez, Henry Torrès, suivra le côté juridique de cette triste affaire.

Que les bonnes volontés et les générosités se manifestent au plus vite. Il faut empêcher les bourreaux de continuer leurs répugnants exploits.

LE COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE.

## TOUT EST POURRI DANS LA MAGISTRATURE

Les journaux annoncent que le Juge d'instruction, M. de Gentile, communique au Parquet le dossier complet de l'affaire Klotz, en vue des réquisitions définitives. L'ancien ministre sera renvoyé devant les juges correctionnels, sous les prévention d'escroquerie et de tentative d'émission de chèques sans provision.

Or, de par les filouteries qui lui sont reprochées, Klotz est justiciable de la cour d'assises. Du reste quand le scandale éclata, les gazettes ne manquèrent point de nous le faire savoir. Qui ne se souvient des diatribes farouches contre l'ex-argentier tombé dans la débine. Les Caïons des feuilles « bien honnêtes », tonnaient à l'encontre de l'ignoble escroc ». Le « conculsionnaire indigne de toute pitié ». Toutes ces mercuriales, il va sans dire, n'étaient que chiqué à l'usage du peuple souverain, qui alimente son intellect dans les gargottes de la grande presse. Au peuple, au bon peuple de France, prêt à toutes les joberies, il fallait montrer « qu'on était en République », que la Loi serait aussi inexorable à une excellence fripouillard qu'au dernier fils du peuple, qu'enfin « justice serait faite ! ». On allait voir ce qu'on allait voir. Quoi, on n'avait pas fait 89 pour des prunes. L'égalité des citoyens devant la Loi n'était pas un vain leurre, une balance pour les dupes. Les temps d'iniquité sociale étaient révolus.

Toutes les vieilles rangaines écoulées défilaient sous la plume des journalistes. Une vraie bénédiction.

Et la foule, gobeuse à son habitude, acquiesçait. Une couleuvre de plus ou de moins, bah ! elle en a déjà avalé pas mal, tant même qu'elle finira bien par s'en dégouter, espérons-le.

Les pieds-plats du Parquet sont gens de bonne société : ils savent les usages du monde. Ainsi, Klotz n'ira point devant les « assises », pour des raisons de « haute convenance ». En effet, à ces messieurs, « il n'a pas paru DECENT d'amener sur la scène des assises un ancien ministre qui a tenu malgré tout un rôle dans des circonstances historiques ». Tels sont les termes de leur communiqué. Pour une fois, leurs considérants, à l'ordinaire sans aménité, ont une allure de placet, d'hommage respectueux.

Que les amis se rassurent. Que Klotz aille devant les assises ou devant les juges correctionnels, qu'il soit condamné ou non ; cela ne nous émeut que modérément. Nous ne réclamons point pour lui le bagne ou la guêlle. Nous laissons aux valets de bourgeois du bolchevisme le soin de cette tâche. Au contraire, il nous plairait beaucoup qu'il fût acquitté. Cela mettrait une flèche de plus dans notre quois. Klotz, on s'en doute, n'est ici qu'un prétexte. En soi, son cas n'a rien qui puisse nous passionner. Ses grivélités qui lésèrent soit le fisc, soit de riches tri-

poteurs, sont banales ; ses « reprises » dénuées de tout mérite à nos yeux. Une chose seule nous intéresse, en cette affaire : ne point manquer l'occasion de mettre en lumière, une fois de plus, la dérisoire des lois et la bassesse sordide de la magistrature.

LA LOI EST LA MEME POUR TOUS : SOIT QU'ELLE PROTEGE, SOIT QU'ELLE PUNISSE annoncent les miches que l'on gave à l'école laïque, de grands préceptes civiques propres à leur aliéner tout sens critique pour l'existence. La Déclaration des Droits de l'Homme est vraiment méconnue comme ouvrage humoristique. Peu de fantaisies prêtent autant à rire, à rire jaune, il est vrai.

Marquons les coups. Non seulement la Loi est fautive dans son principe, stupide ou barbare dans son essence, mais elle est capricieuse dans son application. Ceux-là mêmes qui ont charge de la faire respecter, la tournent à leur gré, suivant leur bon plaisir, ou les ORDRES qu'ils reçoivent. En disant cela, nous ne nous flatons nullement de faire des réflexions neuves. Tant que les lois — les lois imbéciles et meurtrières — perdureront, il en ira toujours ainsi. Après tout, les prétentions ont raison, notre coupable veulerie fait toute leur arrogance. Une autre blague dont se grisent jusqu'à l'ivrognerie les démocrates crédules : c'est la séparation des pouvoirs. Montesquieu en formula la théorie, et depuis, tout le monde feint d'y croire. Comme si la notion d'Etat n'excluait pas celle de justice. On ne saurait assez le dire, et naïf serait celui qui s'en indignerait : la valetaille judiciaire n'agit qu'en service commandé. Les chicanous en jupons noirs ou écarlates, qui trônent au Palais de Justice, sont des laquais à la solde des maîtres de l'heure. De Gentile, Glard, la face à gifles Breilling, sont des chiens couchants que Barthou mène en laisse. Il ne les fait donner de la voix contre tel ou tel qu'à sa guise.

..

Sous couleur de « décence », la loi n'est pas respectée, ce qui ne nous fâche en rien. Pourtant « la décence », raison purement métaphysique, n'est point que nous sachions, prévus par le Code. Cela va créer un précédent fâcheux. Si demain, par exemple, quelque avocat facétieux s'avaisait de déposer des conclusions demandant pour son client — un mauvais garçon coupable d'un petit travail au surin ou d'une « mise en l'air » soignée — un changement de juridiction, sous prétexte que le délinquant a représenté la France dans des circonstances historiques : à la Côte 304, aux Egarées ou au Chemin des Dames, quelle serait la réponse des robes ? pareille mésaventure leur adve-

ne Ce ne sera pas un spectacle médiocrement instructif que celui de l'audience correctionnelle, où cet infortuné Klotz — décidément pas moyen d'avoir de la sympathie pour lui, les méfaits dont il est prévenu sont si insignifiants, si bêtes ! — comparait devant la Justice française.

Il y aura foule, à coup sûr. Nous ne pouvons pas dire : ce sera une parodie de justice ; la justice telle qu'on la rend dans les comptoirs de Thémis est toujours une parodie. Heureusement, ce sera une parodie sans rien de tragique, ce qui n'est pas toujours le cas, hélas ! Le président énumérera les délits, mais n'aura garde d'insister sur les façons désinvoltes de ce « faiseur de lois » de Klotz, qui ministre en exercice méconnaissait la Loi, et frustrait le Trésor en donnant à des « books » ses paris pour les courses. Le plus piquant de la séance sera l'attitude de messieurs les juges. Ah ! ceux-là, le procès Klotz sera pour eux une véritable aubaine ; ils pourront donner pleinement carrière à leur ganacherie native et à leur servilité professionnelle. L'échine circonflexe, ils seront pour Klotz d'une affabilité extrême : loin de le houspiller, ils auront pour lui que desertes révérences et platitudes cérémonieuses. Avec cordialité, ils le morigeront pour la forme, pour sauver les apparences, ils l'inviteront paternellement « à ne plus recommencer ». Une condamnation dérisoire s'ensuivra : Klotz ayant accompli la moitié de sa peine sera renvoyé sous les frais ombrages de la Malmaison, parfaire sa convalescence, si bien commencée à Fresnes. Dans ce séjour délicieux, il aura tout le loisir voulu, pour se remettre des émotions qui ont très certainement altéré sa belle humeur de noceur chéri des guenipées de luxe et des brelandiers.

Quand les enjuponnés « traitent » un grand de ce monde — ça arrive quelquefois : il faut bien donner quelques satisfactions à la légitime haine qui compose ce qu'on est convenu d'appeler « l'opinion publique » — ils ne se guident point dans la route insolente qu'ils montrent pour les traîne-loques, les trimardeurs, les cheineaux, les refileurs de comètes, pour ceux qui, un jour de disette, ont volé un chateau de pain ou une poignée de haricots. Pour ces parias de l'Enfer social, la décence n'est plus de mise. Ah ! ceux-là, qui ont eu l'audace folle de s'attaquer à la sacro-sainte propriété, on leur est im-  
ploiable, on n'a pas assez de rigueurs à leur prodiguer, on voudrait que le Code fut encore plus draconien.

Mais où ces messieurs se donnent à voir dans toute la plénitude de leur férocité ancillaire, c'est quand comparait devant eux, le pelé, le galeux de la fable : un anarchiste, un révolté, un être quelconque suspect de probité intellectuelle, d'indépendance, de mépris pour toutes les cafardises sociales, celui-là ils ne l'épargnent point. C'est pour les hommes libres que leurs glandes à venin distillent le plus nocif de leurs poisons. Ah ! s'ils pouvaient les faire hacher menu, ces affrontés qui ne croient pas à leur sacerdoce, qui bafoient leur justice...

Un dernier mot. A la Guyane, il est des pauvres diables qui, en jurisprudence stricte, ne sont pas plus coupables — pour nous, ils sont innocents — que Klotz. Evidemment, ils ont un tort, un très grand tort, dont il ne viendrait à l'esprit d'aucun de nous de méconnaître la gravité : leurs noms ne figurent pas sous le Traité de Versailles.

BARCELONE.

## ENTRE CAPITALISMES

Grand émoi dans la mare parlementaire quand il s'est agi de débattre la question des dettes exigées par les financiers yankees. Le 1<sup>er</sup> août, date de l'échéance approché.

Une grande partie de la Chambre, en proie à l'excitation exaltante du nationalisme, décidait de solliciter de l'Amérique l'ajournement de l'échéance. Grand coup en vue de s'attirer la gratitude et la confiance du pays et d'exciter la plus problématique bienveillance des maîtres de Wall Street. Comme si les affaires se traitaient avec du sentiment ! Mesure puérile si elle n'était plutôt un funérarium démagogique, demandant l'ajournement de l'échéance, n'est-ce pas implicitement reconnaître l'obligation de ratifier ?

La réponse ne s'est pas fait longtemps attendre. Elle est venue sous forme d'un refus catégorique de la part du gouvernement de Washington !

Et voilà à quoi aboutit cette motion patriotique dont, en cas de refus, la France devrait selon Franklin-Bouillon lui-même, « en obtenir justice dans le monde ». Le plus clair résultat en aura été vraisemblablement, de précipiter la ratification... Car c'est là que n'importe comment le Gouvernement français sera bien obligé d'entrer. Depuis la guerre le capitalisme français ne se maintient que grâce à l'appui incessant de la finance anglo-saxonne. Il a besoin que les banques anglaises et américaines souscrivent aux emprunts par lesquels la Banque Internationale va commercialiser la fraction mobilisable des annuités Young ; il ne lui faut donc pas les mécontenter.

Et ce ne sont pas les manifestations pseudo-sentimentales des anciens combattants ou autres qui changeront quelque chose à la situation. La finance américaine est la plus forte ; elle peut donc se foutre royalement de toutes les velléités de protestations, comme le prouve sa réponse en termes, tout juste polis, au Quai d'Orsay.

Quant on voit le cas que la ploutocratie américaine fait aujourd'hui de la requête du Gouvernement français, on conçoit quel sort elle pouvait réserver à la France si elle n'avait eu l'appui de la finance anglo-saxonne. Il a besoin que les banques anglaises et américaines souscrivent aux emprunts par lesquels la Banque Internationale va commercialiser la fraction mobilisable des annuités Young ; il ne lui faut donc pas les mécontenter.

Lire en 3<sup>e</sup> page :

Le compte rendu de notre meeting pour l'amnistie en Bulgarie.

DIMANCHE 14 JUILLET

## GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE du "LIBERTAIRE"

dans les bois de Garches

(Prendre l'allée de Retz à gauche en entrant dans le parc et suivre les flèches).

CONCERT, JEUX, ATTRACTIONS DIVERSES

Distribution de jouets aux enfants

Afin d'éviter aux camarades de se charger de verres, le ravitaillement en boisson sera assuré sur le terrain de la fête aux prix ordinaires du commerce.

Heures des trains (Paris Saint-Lazare)

Départ : 7 h. 29, 8 h. 29, 9 h. 29, 9 h. 59, 10 h. 29, 10 h. 59, 11 h. 29, 11 h. 59, 12 h. 23, 13 h. 29, 13 h. 59, 14 h. 29, 14 h. 59.

ACTUALITÉS...

## De Courteline à Léon Blum

Donc la manifestation théâtrale de la Chambre des Députés ne semble pas avoir beaucoup ému « nos amis » américains. Le Shylock yankee ne s'attendait pas et le mot de la situation pourrait être le célèbre : « A l'Ouest, rien de nouveau ».

Shylock, aïe dit après tant d'autres et je m'en excuse. Car c'est faire injure au « marchand de Venise » que de l'assimiler au surcapitalisme moderne. Shylock avait voulu se venger d'une façon atroce et criminelle de ce qu'il avait humilié et offensé. Et il n'y cherchait pas de bénéfice monétaire. Il y a pour lui des « circonstances atténuantes » qui manquent complètement à ceux à qui on le compare.

L'encle Sam a remplacé le pompeux « La Fayette, nous voilà » par l'impératif païe ta « dette un peu là ».

Tout ceci me fait penser à d'honorables gobeurs qui s'extasiaient sur l'idéalisme et la « noble candeur » du président Wilson, l'homme qui débitait des points de droit à quatorze la douzaine. Les moins bellicistes étaient tout aises qu'on fit et prolongeât la guerre au nom de si nobles considérants.

Aussi bien avons-nous échappé à l'« Phéromone allemande » qui eût été, paraît-il, un terrible malheur. Et ce n'est point du tout à l'Allemagne qu'il s'agit de payer tribut.

On a, ces jours derniers, enterré Courteline, l'auteur de tant de pièces mordantes et froudeuses qui, si elles ne firent pas grand mal à ce qu'elles raillaient, nous ont du moins tous divertis. Et l'ironiste fut enseveli parmi les pompes et les discours officiels. Ce qui avait aussi une saveur « courtelinesque ».

Les dettes ? Qu'est-ce que font nos partis de gauche, je ne dis pas seulement en France, mais en Allemagne et ailleurs en face de cette question.

Avec plus ou moins de netteté, plus ou moins de boniments, ils estiment... qu'il faut les payer.

Quand on a fait la guerre « jusqu'au bout » il n'y a pas de raisons que l'on n'en casque pas les frais non moins jusqu'au bout.

Les socialistes allemands s'indignent à l'idée que leurs adversaires nationalistes n'acceptent pas le plan Young. Chez nous, Caillaux s'insurge à la pensée que l'on puisse ne pas ratifier des accords dont il est l'un des auteurs. Et quant aux parlementaires socialistes qui tardent tant à faire savoir quelle sera leur attitude au sujet de cette ratification ils laissent toutefois entendre qu'ils souhaitent la ratification, avec ou sans leur concours officiel.

Naturellement, les nationalistes s'emparent de la question, ici et là-bas et naturellement ils l'exploitent à leur avantage. On dit aux « Boches » : Il ne faut pas payer des sommes folles à la France et à ses alliés. On dit aux Français : « Il faut que ce soit l'Allemagne seule qui paie tout ».

Et comme ces propagandes s'appuient au moins sur un fait : le désir et le besoin de ne pas subir, ici ni là, des charges écrasantes, il est inévitable qu'elles soient plus ou moins écoutées.

Evidemment, il n'y a le choix qu'entre deux partis : ou bien payer les dettes, telles que les ont établies ces experts « indépendants » les délégués de la haute banque, ou bien se mettre en révolte contre la grande finance internationale en général et anglo-saxonne en particulier.

Les socialistes français, anglais, allemands, qui aspirent au pouvoir ou l'occupent ne semblent pas du tout recommander cette dernière solution.

Mais, comme il leur faut un « alibi », ils ont trouvé celui-ci : Réclamer l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Demander, ce qu'ils obtiendront sans doute, que les troupes alliées sur le Rhin changent de garnison un peu plus tôt qu'il n'était prévu.

Voilà la combinaison admirable qui doit permettre au camarade Hermann Müller de se concilier les patriotes allemands, à Ramsay MacDonald de donner quelque satisfaction morale à ses électeurs, ce qui est plus facile que de résoudre les problèmes du travail en Angleterre, et à la S.F.I.O. d'avoir sauvé la « paix du monde », en attendant de s'assurer à son tour des portefeuilles.

..

Et il y a de braves gens qui encaissent tout ça. Pourquoi me vient-il à l'esprit que Courteline a écrit une pièce qui s'appelle *Bourbon-roche*. Ah ! oui, ce n'aurait pas été la peine sous ses propres yeux et qui préfère croire aux affirmations de l'infidèle qu'à ce qu'il a vu. Après tout, ce qui lui était arrivé ne faisait grand mal à personne ni même à lui. Mais qui nous parlera du *Surbourbonroche*, celui que l'on berne, que l'on exploite, que l'on envoie à la guerre, que l'on écrase d'impôts et qui trouve moyen de croire ceux qui lui disent que tout cela est pour son plus grand bien.

Un *Surcourteline* aurait probablement trouvé quelque aliment à sa verve dans les discours prononcés lors de l'inauguration de la Maison du Parti socialiste en nombre comparable à celui de ceux qui marquèrent les obsèques du fils de Jules Moinaux.

Il en aurait trouvé dans la harangue de Breitschled dont le *Populaire* ne donna d'ailleurs le texte officiel complet qu'un jour de retard. (Avait-il besoin d'être expurgé pour ne pas froisser certaines susceptibilités patriotiques ?)

Il est déjà assez amusant de l'entendre glorifier sa socialdémocratie, de ne pas s'associer aux protestations des droitières contre le traité de Versailles et estimer que le plan Young et tout ce qui s'ensuit contribue à ce que la question des réparations et des dettes interalliées trouve une solution capable de purifier l'atmosphère politique empoisonnée.

Tant d'autres seraient à citer. Mais le « grand » discours de Léon Blum, plus de trois colonnes serrées du *Populaire*, réclame, à tout leader tout honneur, notre attention.

Voici sa déclaration emberlificotée sur la question des dettes :

Dès la semaine prochaine, le groupe parlementaire et le Parti socialiste lui-même — car l'un ne saurait être séparé de l'autre — vont s'engager dans une grave et difficile bataille à laquelle de sérieuses escarmouches ont déjà précédé et qui — quelle qu'en soit l'issue — modifiera dans un bref délai la situation politique.

Noté bien que nous ne sommes pas de ceux qui rubricassent à des préoccupations ministérielles le drame de la dette aujourd'hui posé devant le Parlement. Nous y prendrons part, sans nulle complaisance assurément, mais sans animosité ; avec une habitude et un pli d'opposition contre le ministère, mais en jugeant son sort bien peu de chose auprès des autres intérêts qui peuvent peser sur notre résolution.

Très probablement les socialistes voteront pour ou contre le gouvernement. A moins qu'ils ne s'abstiennent ou qu'ils ne votent en ordre dispersé. On le supposait. Mais Léon Blum l'explique avec tant de netteté qu'on croit avoir compris quelque chose dans son explication. On n'a pas été conseiller d'Etat pour rien.

Quoi qu'il en soit, il estime que de toute façon le ministère Poincaré n'en a pas pour longtemps et alors...

Car il espère bien, tôt ou tard, lui succéder.

L'exercice du pouvoir peut devenir pour nous une véritable obligation, devant la fait même que nous pratiquions l'action parlementaire — ce qui est encore une des distinctions caractéristiques entre le socialisme et l'anarchie. Cette obligation prendrait une forme tout à fait impérative dans l'hypothèse d'un groupe socialiste détenant la majorité absolue dans la Chambre élue par le suffrage universel. Mais nous ne pourrions pas davantage nous y soustraire si nous nous trouvions à la limite de cette majorité en face de partis bourgeois divisés comme ce fut le cas en Suède, comme c'est le cas en Angleterre et au Danemark. Nous ne le pourrions pas, si nous formions demain, comme en Allemagne, la fraction la plus importante du seul groupement de partis capable de constituer la majorité.

J'ai plus loin. J'affirme, et telle fut notre position constante dans les crises difficiles des dernières années — qu'un parti socialiste ne doit jamais refuser l'exercice du pouvoir quand on le lui offre, ou ne doit jamais hésiter à s'en saisir quand il le peut, quelles que soient les conjonctures politiques, quelles que soient les conditions de majorité, quelles que soient les chances de durée.

Mais ne croyez pas malheureusement que l'exercice du pouvoir par des socialistes ressemble à ce qu'en feraient de vulgaires politiciens bourgeois. N'allez pas parler de ce qui s'est passé à Berlin le 1<sup>er</sup> mai dernier ou de tant d'autres faits analogues. Non, il faut qu'il y ait une différence, ou au moins il faut qu'il semble « en avoir une ».

Ses bons camarades ne voudraient pas qu'il en soit autrement.

Non, ils savent qu'il en est et cet égard de la participation comme de l'exercice, que nous,



socialistes français, à la différence d'autres parisiens, nous ne pourrions l'envisager que dans la mesure où elles se traduisent aussitôt aux yeux de l'opinion ouvrière par un changement — une autre pièce, un autre décor, un autre éclairage, que notre justification aux yeux des travailleurs résiderait précisément dans cet accent neuf, original, imprimé à la vie politique du pays — et qu'un surplus nous n'aurions la puissance nécessaire pour imposer à nos associés ce changement que si nous sentions derrière nous, non seulement le consentement, mais la volonté conforme, la pression de la majorité de la classe ouvrière.

Et voilà. M. Léon Blum est-il un humoriste malgré lui ou un ironiste conscient? Quoi qu'il en soit, il exprime bien ce qu'il fallait dire et le but scientifique ou non poursuivi :

Faire admettre « aux yeux de l'opinion ouvrière » qu'il y a un changement alors que tout est resté pareil, sauf le personnel politique.

Nous avons rudement besoin d'être débarrassés!

EPSILON.

## PROPOS D'UN PARIA

Nous avons eu, autrefois, la semaine du vin, puis vint la semaine de bonté et voici que la grande semaine hippique vient de se clore. Réjouissons-nous congruement car cette dernière car l'élevage français, en plat ou en obstacles, a triomphé.

Quelle catastrophe pour les champions si, tel un vulgaire Pladner, le favori français s'était fait battre par un pur sang Anglo-Saxon ou un quelconque « mélége » !...

Vous me direz que ces événements n'ont rien qui puisse intéresser la masse des travailleurs et qu'il est oiseux d'en parler.

Comme vous la connaissez mal — en ces cas — cette masse travailleuse, pour supporter qu'elle n'a pas suivi avec attention, voire avec intérêt, ces faits « sportifs », qui, s'ils n'honorent pas le régime décrié, nous subissons, contribuent néanmoins à lui donner quelque relief. La question d'un sport est dans le domaine hippique largement dépassée par la question d'un intérêt. Mettez donc un jour les pieds sur un champ de courses, ouvrez les yeux, écoutez les oreilles et vous aurez ensuite tous les loisirs de vous faire une opinion. Il faut reconnaître que, parmi le public habituel de ces lieux de perdution, composé pour la plus grande partie de prolétaires, le sentiment patriotique n'est pas très développé. L'étranger sera toujours le bienvenu, pourvu qu'il gagne et fasse la forte cote.

Dans le domaine de la boxe, du foot-ball, du cyclisme, du tennis, etc., il n'en est pas de même. Allez une fois assister à un match de football international et vous m'en direz des nouvelles. Et estimez-vous heureux si vous en sortez indemne !...

Pour le cyclisme, c'est le même tabac. Bien que chacun sache que chaque coureur est surtout un agent de publicité pour telle marque de cycle ou de pneu, le « sentiment populaire », soigneusement dirigé par une presse spécialisée, exploite toujours non en faveur du « meilleur », mais du représentant de sa nationalité. Panem et circenses. La vieille formule romaine est plus que jamais en honneur ! Signe des temps de décadence !...

D'aucuns parlent du « sport ouvrier ». Pure blague.

Le sport est l'ennemi de l'intelligence. Le sport abrute. Le sport, en développant exagérément certaines parties du corps humain, déséquilibre l'individu, conduit le « recordman » à une mort prématurée.

Le champion « amateur » ou « ouvrier » du 5.000 mètres ou du saut en longueur, ou de la boxe, risque autant de se démolir le cœur que le professionnel « bourgeois ».

C'est pourquoi j'estime que le sport de compétition, quelle qu'en soit l'étiquette, doit être combattu par tout individu raisonnable qui a en vue le perfectionnement de soi-même et par conséquent de l'espèce.

Maintenant vous pourrez toujours me dire que chacun est libre de choisir le genre de suicide qui lui convient le mieux. Dans ce cas !... — Pierre Muallès.

## PARMI LES LIVRES

« Tournant Dangereux » ; « L'Amérique... un Paradis ? » ; « Les Lettres de P.-J. Proudhon ».

« Tournant Dangereux » (1) de Vladimir (Stock 1929) atteint sa douzième édition. Ce n'est pas mal pour un livre de souvenirs. Un peintre qui écrit ça semble si curieux à notre époque de spécialisation à outrance. Ce bouquin très inégal, porte en maints chapitres la griffe du génie. Sincérité ardente et vigueur saine. Dans « L'Aventureuse », Jack London émet cette vérité première : « Ce qu'on demande à un homme, c'est tout d'abord d'être solide ». On pourrait en dire autant de l'artiste — ce que Vladimir appelle « du plein chène » — il se connaît.

Des boutades pleines de suc. Gare à vous, Vladimir, on découvrira votre livre en « pensées », originales et fécondes, et vous collaborerez de nouveau au Libéraire.

Car Vladimir fut, un instant, des nôtres et tant pis pour nous qui n'avons pas su retenir pareil élément.

Voici ses raisons : « On parlait de changer la face du monde par la révolution sociale, le chambardement total. Rarement on changeait de sujet.

Cette insistance ébranla ma foi. Je connaissais suffisamment l'homme pour ne pas admettre qu'il fût aussi bénévolement oublié. Dans nos réunions de la rue d'Orsel, il n'était question que de l'ordre ou plutôt du désordre social, mais jamais de la nature humaine... J'étais trop individualiste pour devenir un chef et quant à être poussé jusqu'au martyre, être crucifié ou guillotiné comme le Christ ou Ravachol, mon désintéressement n'était pas aussi complet. Aucune vanité ne m'aurait payé le sacrifice de ma vie.

« Une réunion de saints devient une communauté dirigée par un supérieur et régie par des ordres. Je me rendais compte de cela à chacune de mes visites à la rue d'Orsel et j'étais trop anarchiste de nature pour accepter la discipline conventuelle du phalanstère libéraire. L'espace ci-visites tout en conservant de l'estime pour les camarades et de l'intérêt pour un idéal qui, somme toute, n'est pas dénué de grandeur ni de louables intentions. Mais je n'avais plus la foi et, chose assez curieuse, mon passage dans ce milieu égalitaire produisit en moi un choc à rebours.

Il y a là des arguments valables (et nous les examinerons prochainement) catastrophisme, manque de psychologie, adoration des « grands camarades », outrance, saturation blasant les nouveaux, voilà des défauts qui sont d'ailleurs communs à tous les groupements révolutionnaires, et auxquels nous n'avons pas échappé. Disons-nous à Vladimir que l'anarchisme a pu avoir lui aussi sa « maladie infantile », mais qu'il entreprend de renouveler ses méthodes, de substituer à une agitation incohérente la reconstruction sociale. Du « chambardement », on en a trop vu — par la guerre — pour s'amuser à démolir ; notre siècle veut transformer, réédifier, créer.

A notre tour, critiquons Vladimir, son but individuel : vivre, il a su le gagner bêtement. A la caserne, à la guerre, il s'est « débrouillé ». Bien d'autres. Mais passer, au travers du filet meurtrier, ce n'est pas supprimer le filet. Vladimir peut arguer que les anarchistes ne sauraient y arriver. Peut-être ne sommes-nous que des Cassandres ? Mais si c'est nécessaire à la libération de notre conscience, de crier « casse-cou » ? Vladimir l'essaye aussi, son livre de bonne humeur se termine par un cri d'angoisse. La guerre a marqué sur lui, la guerre qui peut revenir demain pire qu'hier. La civilisation européenne atteint le « tournant dangereux ». S'y briserait-elle ? C'est fort possible.

« Qu'ai-je fait pour l'empêcher ? » pourra se dire tout être conscient. De la réponse à cette question naîtra pour nous la paix ou le remords.

À l'usage des naïfs qu'endort le fordisme, et des voyageurs inavertis, le consciencieux Fernand Corcos vient de donner, aux Editions Montaigne, « L'Amérique... un Paradis ? » (2). Cette forte brochure dissuadera les yeux de ceux qui ne voient pas le danger pour la France de devenir une colonie américaine — chose qui se poursuit tous les jours sous nos yeux. Merci bien pour le dieu dollar, le travail à la chaîne etc... la Bible ! Les dictatures européennes sont des roses à côté de cet abrutissement systématique et triste, d'un pays où fleurissent un tas de sectes religieuses et où l'on ne peut traiter de « la li-

berté de la parole dans nos anciennes traditions » ni « le développement de la ville de New-York depuis 1900 », sans se voir refuser les salles par les municipalités !!!

Quelle peur de la pensée chez ces cagots !

Je suis malade d'avoir lu les « Lettres de Pierre-Joseph Proudhon » (3), si judicieusement choisies et soigneusement annotées par Daniel Halévy et Louis Guilloux. De la première page à la dernière, de l'enfance à la mort, c'est le sombre drame du génie aux prises avec la misère ou l'extrême pauvreté qui y confine, l'angoisse du lendemain, le boulet des dettes, la mauvaise santé aggravée par les soucis domestiques, la fin prématurée, tout cela contrecarrant le travail de l'esprit, nuisant à l'œuvre.

Ceux qui n'ont jamais rien lu de Proudhon feront bien de commencer par ce choix de lettres. Ils seront un peu déçus, par endroits, du « moralisme » de Pierre-Joseph. Il en eut besoin sans doute pour dompter son tempérament. Révolté, il écrit à 31 ans : « Je suis comme un lion ; si un homme avait le malheur de me nuire, je le plaindrais de tomber sous ma main... ». L'écriture de Proudhon — un bon fac-simile dans le livre — renferme, à côté de la courbe harmonique très fréquente de nombreux signes de sensibilité esthétique, de dignité, les tares d'une imagination débordante, passionnée, voisine de l'hystérie ; un mariage d'amour eût peut-être ruiné cette nature et compromis l'œuvre. Proudhon le sentait, il s'est forgé une éthique à son usage, il a fait un mariage bête, comme Pascal s'est donné au jansénisme... Des pommes à mûrir sur la correspondance de Proudhon et du linge séchant sur ces pommes, est-ce là le chef-d'œuvre d'une « ménagère » ? Pauvre Proudhon ! Et dire que de prétendus proudhoniens en sont encore à condamner le féminisme au nom du trop fameux « Ménagère ou courtesane... ». Il se serait si facile de leur répondre que, si telles femmes sont l'une ou l'autre, tant d'autres ne sont — rien du tout ! Mais comment raisonner avec des gens de parti pris, qui, dans une œuvre vaste et féconde, vont justement chercher les scories pour les enchaîner comme des diamants ; de tels proudhoniens sont aussi malfaisants que les marxistes « orthodoxes » dénoncés par Georges Sorel.

Des 14 volumes (mis au pilon) de la correspondance de Proudhon, Daniel Halévy a retranché d'excellentes. Il a eu surtout un souci biographique ; j'aurais préféré, quant à moi, qu'il supprimât quelques lettres familiales pour en donner davantage de doctrinales comme celle « Sur le principe de nationalité », mais l'ancien secrétaire de l'« Union pour la Vérité » est un peu blâsé là-dessus, et il s'intéresse surtout au contenu psychologique des héros.

De la dignité ! tel est le secret de Proudhon contre le besoin, contre la maladie, contre la peine. Quelle âme forte il faut pour soutenir : « C'est de la liberté que doivent partir nos affections, souvenez-vous-en, non, de la sensibilité ! »

Eugénie CASTEU.

(1) En vente à la Librairie d'Éditions Sociales 12 fr. ; franco 13 fr. 25.  
(2) 6 fr. ; franco 7 fr. 25.  
(3) 15 fr. ; franco 16 fr. 25.

## Une pensée de Proudhon

L'anarchie est, si je peux m'exprimer de la sorte, une forme de gouvernement ou constitution dans laquelle la conscience publique est privée, formée par le développement de la science et du droit, suffit seule au maintien de l'ordre et à la garantie de toutes les libertés ou, par conséquent, le principe d'autorité, les institutions de police, les moyens de prévention ou de répression, le fonctionnarisme, l'impôt, etc., se trouvent réduits à leur expression la plus simple : à la plus forte raison, où les formes monarchiques, la haute centralisation, remplacées par les institutions fédératives et les mœurs communales, disparaissent. Quand la vie politique et l'existence domestique seront identifiées ; quand, par la solution des problèmes économiques, les intérêts sociaux et individuels seront en équilibre et solidaires, il est évident que, toute contrainte ayant disparu, nous serons en pleine liberté ou anarchie. La loi sociale s'accomplira d'elle-même, sans surveillance ni commandement, par la spontanéité universelle.

P.-J. PROUDHON.

(20 août 1863, lettre à l'éditeur du Libéraire).

## Camarades,

Afin de vous donner, camarades, un journal plus varié, plus vivant et de semaine en semaine mieux rédigé, nous avons fait appel à la collaboration de bons amis que diverses circonstances avaient éloignés de nous.

Ils sont, les uns et les autres, des membres de la grande famille anarchiste et comme nous ils se réclament du communisme libertaire. C'est dire qu'ils n'écriront rien qui ne serve à votre éducation, rien qui soit nuisible à la formation de jeunes anarchistes.

Vous pouvez donc mettre le Libéraire dans toutes les mains : dans celles d'amis, d'adversaires, de neutres, et la propagation de nos idées s'en trouvera fortifiée.

Si parfois une expression, une opinion vous heurte, ne considérez que l'ensemble du journal, sa tenue générale et la propagande qu'il fait.

Et en attendant fournissez-nous les moyens de parvenir vite au grand format : Abonnez-vous ! Trouvez-nous de nouveaux lecteurs.

## Nous sommes des criminels !

Pour dénoncer l'impureté religieuse, pour flétrir Dieu, ce Dieu mystique, ce Dieu nébuleux et multiforme, tout en étant pur esprit, tout-premier qui pourrait n'exister que par l'imagination fertile des prêtres et la bêtise exacerbée des gens qui se prosternent devant les autels : pour dire que la religion son fatal corollaire est une vaste fumisterie, un monument chancelant édifié sur les sables mouvants du fanatisme, de la crédulité et de l'ignorance de la foule inculte et moutonnaire, qui fréquente l'église, le temple ou la synagogue. Pour dire que le curé est un escroc, un détraqueur de porte-monnaie, un voleur de conscience, pour dire que l'église est une boîte à sarrasins, une officine de monachisme, un repaire de gredins, pour ceci nous sommes des criminels.

Mais nos crimes ne s'arrêtent pas avec la question religieuse. Ils vont beaucoup plus loin. Pour que Marianne soit une grande prostituée qui prodigue ses adulations et ses richesses à ses souteneurs pendant que les travailleurs n'ont droit qu'à ses humiliations, ses vexations et ses sarcasmes, pour dire que la Patrie est une marâtre ignoble qui n'hésite pas à sacrifier ses enfants pour le plus grand profit de ses amants, pour dire cela nous sommes des bandits.

Pour que Thémis soit partielle et injuste qu'elle ne retienne dans ses filets que les petits poissons, cependant que les gros s'échappent avec une facilité extraordinaire, pour dire que les sentences qu'elle rend ne sont que paroles de justice, pour dire que la face sinistre du petit Barbeau, président ladite justice est une provocation lancée à la prétendue morale, pour dire tout cela nous sommes des gredins.

Pour que la grande presse, dite d'information n'est qu'une presse vénales, qu'elle emarge aux fonds secrets et que ses collaborateurs ne sont que des journalistes à tout la ligne en mot de copie, pour flétrir les banquiers véreux et les hauts fonctionnaires concussionnaires et prévaricateurs nous sommes des détracteurs systématiques.

Pour que notre gouvernement n'est qu'un gouvernement de partisans et de gendarmes, pour que les puissances d'argent et tout à la dévotion du fascisme, que son incompétence n'a d'égal que l'outrecuidance des démagogues qui le composent, pour dire que le chaudière électorale se dégage un relent de cuisine pestilentielle et malséant, pour dire que nos parlementaires ne sont que des pantins dont dame finance tire les ficelles, des budélivores sans scrupule qui se soucient autant de l'intérêt public que de leur première lessive, pour dire que le suffrage universel n'est qu'un leurre, un os que l'on jette à ronger au peuple pour l'endormir, pour dire que le parlementarisme a fait faillite à ses promesses initiales, pour dire que la droite de la Chambre n'est formée que de brailleurs désinvoltes qui gesticulent dans le marais gouvernemental et la gauche d'une bande de grenouilles croassantes qui se disputent la couleur de notre chiffon national, pour stigmatiser les politiciens verbeux, les diplomates de l'apanage, ceux de chez Maxim's et ceux de Notre-Dame, pour dire que le nécrophore Poincaré, détenteur des rênes gouvernementales est une honte pour le pays qui se réclame de la Révolution, ce pays qui jadis hissa Louis XVI sur l'échafaud, à la grande exaspération de l'Europe coalisée, pour dire de telles vérités nous sommes la canaille.

Pour préconiser un régime meilleur, exempt de toute contrainte, de corruption, comme de corruption, pour vouloir désarmer les haïnes et tuer les guerres, pour vouloir abolir les frontières, pour, à la République des frelons qui nous régite, vouloir substituer une République d'abeilles où chacun apporterait à la ruche commune sa petite part de butin, nous sommes des utopistes, des rêveurs et des esprits chimériques.

Mais quoi que vous disiez prêtres mystifica-

teurs, officiers assassins, magistrats parjures, politiciens sans vergogne, bourgeois repus, il arrivera ce jour tant redouté de vous, où le peuple enfin libéré de ses préjugés séculaires, fort de ses droits et conscient de sa force saura briser ses chaînes et jeter par dessus bord toutes les vieilles traditions qui font de lui un électeur, un soldat et un esclave et sus à vos con-victions imbéciles à vos codes draconiens, à vos moqueries bargeuses, nous vous crions du fond de notre cœur : si c'est être criminel que de dénoncer l'impureté religieuse et si c'est être bandit que de flétrir votre ordre capitaliste, qui n'est à nos yeux que le vol organisé, nous revendiquons fièrement les épithètes que vous nous décernez.

UN PESSIMISTE.

## Aux Hasards du Chemin...

Faites des gosses !

En procédant à la remise de la médaille des Familles françaises à la Préfecture du Rhône, le sieur A. Isaac a cru bon de prononcer un discours d'où nous extrayons ces fortes paroles qui constituent, à elles seules, tout un programme et se passent de tout commentaire :

« Le département du Rhône a, le premier de tous, donné le bon exemple en instituant sur son territoire la prime à la natalité. C'est de l'argent bien placé, car il nous prépare de bons défenseurs de la patrie, de bons travailleurs et des contribuables fidèles. »

On ne peut être plus cynique...

A toi P. P. P.

Le savant Einstein, le champion de la relativité, vient de déclarer en réponse à une enquête faite par une revue qu'en aucun cas il ne participerait à une guerre quelle qu'elle soit et qu'il engagerait ses amis à l'imiter.

Il juge, comme nous, qu'il n'y a pas de « bonne » guerre, de guerre « du droit » et que ces carnages organisés sont la honte d'une soi-disant civilisation.

Qu'attend son éminent collègue es-mathématiques Painlevé (des droits de l'homme) pour suivre cet exemple et abandonner ce ministère de la boucherie où il fait figure de premier dépeceur ?

Amour libre !...

Ceci se passait dans une forêt proche aux verts ombrages. Un couple énamouré échangeait de tendres baisers qui rendaient plus grisants encore le gazouillis des oiseaux et les tièdes effluves champêtres.

Survint un homme qui à la vue des deux « coupables » se répandit en invectives et sortit même de sa poche un de ces outils de mortier spécialement utilisés dans ces sortes d'aventures.

Vous avez compris qu'il s'agissait du mari de la dame, et ceci serait en somme « normal » en notre société où le tien et le mien s'étendent jusque sur la femme, si l'on peut dire.

Mais ce qu'il y a de tiquant en cette histoire c'est que les trois personnages de ce petit drame « étaient » de fervents apôtres de l'amour libre, des adeptes de la théorie qui combat tout exclusivisme en amour, et qui manifestent à l'égard des compagnons partisans seulement de l'union libre, les querelles les mieux senties.

La morale de ceci : c'est qu'avant de vouloir catéchiser les autres, il faut se convaincre soi-même.

Une sacrée famille...

Ou plutôt une famille sacrée, car les six frères qui en font partie sont tous curés et ont battu ce record original de dire ensemble la messe le 30 juin dans une église de Lille.

René Bazin a fait sur ce sujet toute une tartine de sa façon de vieux cagot que frise le gâtisme.

« Revive la France chrétienne ! Tout l'avenir est là ! » crie l'académicien de sacristie.

L'avenir c'est bientôt dit, si tous les mâles suivaient l'exemple des six frangins enfroqués.

Je crois plutôt que la courbe de la natalité fléchirait bientôt jusqu'au dixième dessous.

Il est vrai que ces messieurs prêtres ne se gênent guère pour transgresser leur vœu de chasteté et qu'ils préfèrent avoir le plaisir que supporter les charges de la paternité. Et cela, évidemment, René Bazin ne le dit pas.

C'est une loi de nature que l'arbre porte son fruit ; que tout Gouvernement fleurisse et fructifie en caprices, en tyrannie, en usure, en sclérotasse, en meurtres, en malheurs. — Elysée RECLUS.

# LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

par RHILLON

## 2<sup>e</sup> PARTIE

### VI. LES GRACQUES

Le Sénat dont le chef de file était à ce moment le beau-frère de Tibérius, Scipion Émilien, écarta la proposition de loi agraire. Tibérius porta directement son projet aux Comices tributes. Mais le Sénat fit jouer contre lui l'intercession tribunitienne du collègue de Tibérius, le tribun Octavius. Tibérius répondit à cette mesure en opposant à son tour son veto au Sénat, suspendant ainsi toute l'action gouvernementale. Et pour en finir avec l'opposition de son collègue, il en provoqua la destitution par le peuple. C'était là un fait inouï et inconstitutionnel. Le tribun étant sacro-saint, inviolable, ne pouvait être déposé. La proposition de Gracchus de destituer Octavius comme traître à la cause du peuple, faisait descendre la souveraineté dans le peuple. Dès lors que celui-ci avait le pouvoir de soumettre à sa juridiction un tribun élu par lui, de contrôler ses actes, de le destituer s'il n'agissait pas en conformité avec son mandat, le peuple devenait le maître impérial, la « république des camarades » avait vécu ; les barons Millierand, les Briand, et tant d'autres renégats de notre temps qui, à Rome, s'appelaient Octavius, n'étaient plus possibles. Calamité sans nom. Subversion abominable de l'ordre établi !

En demandant au peuple la destitution d'Octavius le traître, Tibérius ne se dissimulait pas qu'il allait commettre une chose énorme. Il tenta pathétiquement de fléchir Octa-

vius, mais celui-ci, un instant ému et prêt de céder, eut peur des oligarques qui l'observaient, et le vote eut lieu, entraînant, à l'unanimité, la destitution du renégat.

La loi agraire fut votée aussitôt après, et la Commission chargée de l'appliquer fut composée de Tibérius, de son jeune frère Caius et d'Appius Claudius. Vu le genre d'opposition auquel il avait été en but, Tibérius raya l'article relatif à la déposition avec indemnité.

Dans le même temps, le roi de Pergame, en Asie-Mineure, étant mort sans héritiers, légua son trésor et son royaume au peuple romain. Tibérius déposa aussitôt un projet de loi confiant au peuple l'organisation de la nouvelle province et attribuant le trésor aux bénéficiaires de la loi agraire pour leur permettre l'acquisition de matériel aratoire.

Cette mesure mit le comble à la fureur du Sénat qui se voyait dénué de deux de ses attributions essentielles : la gestion financière et l'administration provinciale. Mais les oligarques attendaient leur adversaire au détour du chemin.

L'exercice normal du Consul ou du Tribunat durait un an. Pour parachever son œuvre, Tibérius devait se faire réélire. S'il n'était pas réélu, le Sénat pouvait le poursuivre et le condamner sous l'accusation d'un crime commis envers l'État, précisément le fait d'avoir attenté à l'inviolabilité tribunitienne.

Tibérius affronta la lutte électorale dans des conditions peu favorables, en pleine moisson. La plèbe romaine montrait, avons-nous dit, peu

d'enthousiasme à soutenir le tribun. Néanmoins, les deux tribus qui ouvrirent le vote donnèrent la majorité à Tibérius. L'opposition, soudoyée par les oligarques, engagea alors la bataille, et le vote fut annulé. Le lendemain, les mêmes scènes se reproduisirent. C'est alors que le chef des oligarques du Sénat, Scipion Nasica, envahit le forum à la tête d'une troupe comprenant des aristocrates, des chevaliers, des clients et des esclaves. La foule se dispersa lâchement. Tibérius succomba avec trois cents de ses fidèles partisans.

Ainsi finit, sous la coalition passionnée et violente des nobles, des ploutocrates et de la basse plèbe stupéfiée le premier des tribuns qui, plaçant sa conscience au-dessus de toute considération d'intérêt ou de parenté, posa avec ampleur et une netteté inégales le problème agraire face au monde romain en essayant de lui donner une solution conforme à la justice et au bon sens.

La vengeance des oligarques s'éleva au diapason de la peur. Des tribunaux d'exception fonctionnèrent ; de multiples condamnations à mort furent prononcées. Pourtant, le parti de Tibérius n'était point mort. Il se releva très vite avec deux nouveaux chefs : Fulvius et Carbo. Accusé en plein Sénat, le chef des assassins, Scipion Nasica ne trouva aucun défenseur. Il dut s'exiler et l'on n'entendit plus parler de lui.

La Commission triumvirale fut maintenue avec Fulvius, Carbo et Caius Gracchus. La loi agraire reçut un commencement d'application. Devant le mauvais vouloir des propriétaires-poseurs, la Commission n'hésita pas à faire appel aux dénonciations publiques (ce qui montre qu'à notre époque nous sommes en « progrès », c'est que nos profits de guerre, nos nouveaux-riches, utilisant mille stratagèmes pour se soustraire au fisc et criant plus fort que

les autres : à la spoliation, à l'extorsion, à l'inquisition, dès lors qu'ils se sentent menacés, ont été soustraits, par la Mafia dirigeante, à la seule mesure qui pouvait les obliger à restituer une part de leurs « bénéfices exceptionnels » — quel euphémisme ! — la dénonciation publique que proposeront à un moment donné, bien trop timidement quelques membres du « cartel ».

Un nouveau et grave problème allait être soulevé par l'application de la loi agraire parmi les populations dépendantes de Rome.

Il existait en Italie des villes appelées *municipes*, où les habitants jouissaient du droit de cité, étaient considérés comme citoyens romains, et des villes *alliées*, s'administrant elles-mêmes, mais suzeraines par rapport à Rome et astreintes à entretenir des contingents de troupes dont l'effectif d'ensemble s'élevait en triple de l'effectif recruté chez les citoyens romains. Les habitants de ces villes alliées n'étaient pas citoyens romains ; ils ne jouissaient pas des avantages inhérents à cette qualité ; les soldats en particulier étaient soumis à la peine infamante de la bastonnade. La loi agraire devait-elle s'appliquer à ces populations ? Les propriétaires seraient-ils obligés de restituer ? Les non-propriétaires seraient-ils appelés à être les bénéficiaires de la reprise ?

Le problème resta pendant. Le droit de cité tenant à cœur aux Italiens, tandis que l'application de la loi agraire était redoutée par la classe riche, il fallait manœuvrer pour obtenir l'un et pour éviter l'autre. Scipion Émilien, général fameux, qui avait commandé les contingents italiens, fut l'homme de la manœuvre. Autant il était partisan d'accorder le droit de cité aux Italiens, autant il détestait la loi agraire. Occupé au siège de Numance, en Espagne, et apprenant la mort tragique de son beau-frère, il avait laissé échapper ces paroles :

« Ainsi périsse quiconque se rendra coupable des mêmes attentats ! » Papirius Carbo eut l'habileté de lui faire répéter le même propos en plein forum devant la foule. Les clameurs d'indignation qui montèrent à son adresse le convainquirent que sa popularité n'était plus. Il fut trouvé inanimé dans son lit à quelque temps de là. Les soupçons de l'aristocratie dont il avait été un représentant intégral portèrent sur ses adversaires politiques et bien qu'elle ne fut pour rien dans la mort de son mari, Sempronius, la sœur des Gracques, demeura très enthousiaste des idées de Tibérius à qui elle avait voué un véritable culte, ne fut pas exempte de soupçon.

Le parti aristocratique italien perdait en Scipion Émilien un défenseur hors pair. Lorsque le tribun Fulvius, appelé au consulat en 126, parla d'accorder le droit de cité aux Italiens, son projet fut repoussé par les comices tributes eux-mêmes gangrenés d'égoïsme national. Un soulèvement se produisit qui préluda à une guerre terrible comme dans l'histoire sous le nom de « guerre sociale ». La colonie latine de Frézelles, réputée entre toutes par son loyalisme et par l'éclat des services rendus à la République romaine se mit en rébellion ; elle fut écrasée, impitoyablement anéantie par l'armée prétorienne d'Oppidius.

Caius Gracchus qui n'avait joué jusqu'ici qu'un rôle effacé allait passer au premier plan. Les Oligarques avaient discerné en lui un ennemi aussi redoutable que son frère. Aussi espéraient-ils se débarrasser à jamais en l'envoyant exercer une magistrature en Sardaigne, contrée très hostile et insalubre. Caius trouva le moyen de rentrer à Rome sans que les Oligarques pussent y trouver à redire et il se fit élire tribun en 123.

Il débuta par deux projets de loi : l'un visant le cas d'Octavius et ratifiant implicitement



Envoyer les fonds à Coudere, 101, rue Charonne, Paris (XI<sup>e</sup>). (Chèque postal, Coudere 521-48, Paris.)



# TRIBUNE SYNDICALE

## ESPRIT ET CORPS DU SYNDICALISME ORGANISATION OU ISOLEMENT

Combien de fois n'avons-nous pas entendu condamner le syndicalisme sous prétexte qu'il n'est qu'une association de ventres creux aspirant à faire leur plein ? Et combien de fois, parlant de ce postulat, n'avons-nous pas assisté à l'édification de théories syndicalistes ouvrières ouvrier ouvrier opposé à l'individualisme ?

Le plus fort c'est que le plus souvent ces théories sont l'œuvre d'hommes qui ne connaissent que par ouï-dire la vie intime de nos organisations syndicales. Leur situation particulière et la veulerie actuelle des foules les placent dans un état voisin de la misanthropie dont ils n'ont ni la force ni le courage de se dégager. Aussi bien nous ne devons jamais cesser de protester contre de pareilles affirmations qui, laissées sans échos, risqueraient de devenir des vérités acquiescées ou admises.

Il est certes indispensable de combattre tous les abus, les travers, les préjugés, les veuleries qui atteignent la société et paralysent le développement de l'humanité. Mais il convient, me semble-t-il, de ne pas tomber dans l'excès d'une critique exagérée et injuste qui confond dans une même réprobation les responsables et les victimes, le système et l'organisation ; qui condamne sans appel, l'esprit d'association comme nuisible à l'intelligence et à l'accomplissement de l'individu et du perfectionnement de l'individu, substituant l'individu à la collectivité, l'individualisme à l'organisation.

Une telle conception paraît fort sujette à caution et mérite sérieuse discussion. En tout cas l'expérience nous incite à nous méfier de l'absolu et du dogmatisme en toute matière et nous conduit à dire que les avantages de ces fameuses théories ne se sont guère manifestés que dans le domaine de la Rhétorique et de la fiction. On peut même affirmer sans crainte que s'il y a eu quelques adoucissements à la souffrance des hommes, quelque relâchement dans la chaîne des servitudes, ils ne sont venus que de la cohésion des pensées et des efforts des opprimés. Tout ce qui régit l'existence des individus et des sociétés est formé de clans ou de classes, non pas d'individualités isolées. L'association est à la base de la vie, l'individu est un maillon. Du mâle à la femelle, de l'individu au groupe sortent les éléments qui forment les sociétés. Ce ne sont pas des sociétés qui sont surtout nuisibles au corps et à l'esprit de l'être humain, mais la forme dont elles sont constituées. Il n'est rien de possible sans la coordination des efforts. Qu'on procède au rapprochement des primitifs mus par leur instinct de conservation, aux modernes plus instruits, mieux servis par la raison. Ils n'échappent pas au souci de protection vitale de tous les dangers qui les menacent ; on est contraint d'admettre que pour sa sauvegarde et son bien l'individu sera toujours obligé de chercher sa défense et son salut dans le groupement. Celui-ci n'a que la valeur de ceux qui le composent ; ce n'est donc pas le principe d'association qui, comme dans le cas du syndicalisme, n'a pas de valeur ou est quelquefois inopérant, mais bien

plutôt l'individu inéduqué ou défaillant qui n'a pas su ou voulu faire jouer à l'organisation son véritable rôle.

L'isolement ne peut donner que crainte et faiblesse ; il est conséquence d'égoïsme, d'ignorance ou de misanthropie, provoqué par la haine ou le dépit. On ne peut concevoir l'individualisme que dans le sens le plus élevé et de généreux altruisme. Autrement il ne serait guère différent de celui de certains... mettons débouillards, et des bourgeois. Il n'est sans doute pas d'organisation qui puisse suppléer à l'intelligence, mais seule l'organisation a la possibilité de donner à ces intelligences l'utilité et le développement conforme aux dons que la nature ou les circonstances ont doté certains individus et d'en faire bénéficier pour des fins heureuses et moins égoïstes les moins doués, les déshérités en un mot : la classe ouvrière. Le syndicalisme, objet de nos préoccupations et de notre défense, n'est certainement ni parfait, ni exempt de critique, nous le savons hélas ! que trop. Nous nous efforçons, à quelques uns, dans la mesure de nos forces et de nos modestes moyens à opérer un difficile regroupement et redressement. Mais la vérité nous oblige à dire que les affirmations du genre de celles que nous essayons de réfuter sont quelque peu exagérées en injustes, elles se confinent trop dans le domaine abstrait, négligeant la réalité qui détermine les faits.

Les militants aux prises plus immédiatement avec les contingences ne traitent pas les faits sous l'angle strictement philosophique, car, qu'on le veuille ou non, la classe ouvrière, par le système établi et les conditions qui lui sont faites, est contrainte de vivre d'abord pour penser ensuite. C'est une bien banale vérité que de dire que depuis la guerre la vie est beaucoup plus difficile ; on est cependant obligé de le répéter pour expliquer des attitudes qui semblent bizarres de prime abord. Nous avons trop combattu le matérialisme qui dominait dans le syndicalisme pour qu'on puisse nous en faire un grief. Cependant nous dénonçons comme étant une fausse affirmation celle qui consiste à dire que le syndicalisme est purement matériel et dénué d'idéal. Plus que tous les autres groupements il a, par son universalité et les appétits qu'il suscite, subi des perturbations déplorables pour son évolution naturelle ; mais de là à dire qu'il n'est qu'un ventre sans cerveau il y a une marge que la vérité empêche de franchir, sous peine de tomber dans l'erreur.

Pour libérer le monde de l'oppression physique et morale il n'est pas douteux que l'esprit philosophique n'est pas douteux, l'esprit tout court — ait besoin de se développer. Mais pour l'émancipation morale et matérielle, il ne suffit pas simplement de philosopher, il faut aussi se consacrer, combiner ses efforts dans des organisations, puissantes en force et en esprit, sinon la classe ouvrière risque fort de disséminer et de philosopher à l'infini sous le joug du capitalisme et de l'Etat.

LE PEN.

## C. G. T. S. R.

Ce soir à 20 h. 30, réunion de la C. A. Confédérale, lieu habituel. Présence de tous indispensables.

Nous prévenons les camarades que le Groupe Interprofessionnel de la Seine est définitivement constitué. Le camarade Schwartzmann a été nommé secrétaire et notre camarade Robin trésorier.

Les camarades qui désirent s'organiser au Groupe doivent s'adresser à la Camarade A. Robin, Vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue Grange-aux-Belles, Paris X<sup>e</sup>.

## Loyers et Constructions

Une autre et nouvelle loi sur les loyers vient d'être votée par une majorité de députés et de sénateurs vivant du contribuable.

Loi inique qui place la haute banque et les gros propriétaires à leur aise. Une fois de plus les prolétaires sont bafoués et considérés comme quantité négligeable par des élus qui plus souvent trafiquent de leur mandat.

Malgré l'urgence démontrée qu'il fallait jeter bas des milliers de taudis infects ou la tuberculose produit chaque jour ses ravages, il n'en sera rien fait.

Avant de demolir il eût fallu construire et rien n'a été fait dans ce domaine ou si peu que ce n'est pas la peine d'en parler.

On a édifié de superbes bâtiments que seuls pourront habiter quelques privilégiés puisqu'aussi bien les loyers en seront de neuf à vingt mille francs.

L'heureux tout en or, avait promis l'an dernier d'activer la construction d'habitations à bon marché nous savons qu'il a orienté d'autre façon sa politique et qu'il n'a rien tenté de faire pour remplacer les minables taudis habités par les ouvriers.

Ce n'est pas le terrain qui manque, mais la aussi l'agiotage sévit dans toute sa hideur et tel terrain dans le 15<sup>e</sup> arrondissement acheté en 1914 50 frs le mètre carré a été vendu l'an dernier 10 fois plus cher.

Les prolétaires ne trouvent plus à se loger à Paris, convenablement à des prix modestes, ils sont dans l'obligation d'aller gîter à 30 ou 40 kilomètres et même quelquefois plus loin ; les frais de transport élevés viennent grever un budget déjà insuffisant.

Pendant ce temps, Chéron, molle de beurre pommes de terre, etc., Loucheur Or et Poincaré de la Ruhr, ricangent et insultent à notre misère.

Que fait-on des milliards votés l'an dernier ? Ont-ils été employés et à quels sujets ? Ou alors dorment-ils dans quelques coffres-forts inconnus du grand public ?

Cette fois, c'est le fait de nos habitations à bon marché, il y a des matériaux en abondance et la main-d'œuvre, contrairement, à certaines assertions, ne manque pas, bien au contraire.

Ce qu'il manque, c'est la bonne volonté des gouvernants à forcer la grosse entreprise à construire autre chose que des palaces.

Pour nous autres syndicalistes qui nous soufons de rappeler que nous n'avons jamais ajouté foi aux promesses des dirigeants, nous les prenons chaque jour en flagrant délit de mensonge quand il s'agit de mieux être aux prolétaires.

Il en sera malheureusement ainsi tant que le

## L'Antimilitarisme et la Défense de la Révolution

Le « Service de Presse » de la Commission Internationale Antimilitariste publie une note relative à son 3<sup>e</sup> Congrès tenu à Liège, au cours duquel les délégués adoptèrent une motion sur les procédés de lutte de l'antimilitarisme révolutionnaire contre la guerre et la préparation des hostilités.

Le délégué de la France, le camarade L. Huart combattit le paragraphe le plus viril de la motion ainsi conçu : « En cas de déclaration de guerre, se mettre en grève après avoir détruit les stocks de matériel de guerre et de matières premières destinées à en fabriquer d'autres, et après avoir rendu, par le sabotage, ces industries incapables de nouvelles productions. »

Huart invoquant l'idée que, dans la lutte décisive contre l'Etat et le militarisme, il sera impossible d'éviter l'emploi de la violence, et qu'il est bien possible que la révolution ait à se défendre contre les attaques de la contre-révolution proposa le paragraphe suivant qui fut adopté par le Congrès. « En cas de déclaration de guerre, il est du devoir de la classe ouvrière, consciente de se mettre en grève, de rendre maîtres des stocks de matériel de guerre et de matières premières, susceptibles d'être transformés en matériel de guerre et d'arracher l'industrie à la sphère d'influence du capitalisme. »

Nos camarades du bureau I. A. ne manquent point de vue et de le trouver inacceptable et incohérent, pour la lutte contre le militarisme.

Sous la plume de A. Müller Lehning, nous trouvons des arguments sérieux et difficilement contestables. « Bien entendu que les révolutions antimilitaristes ne peuvent avoir pour but que la destruction du militarisme et non l'intention seulement, de lui changer de sphère d'influence. »

Müller Lehning a profondément raison ; si l'on veut lever la guerre, si l'on veut rester conséquent en tant qu'antimilitariste, il ne faut rien produire pour la guerre, ni les stocks de matériel, ni les matières premières destinées à en fabriquer d'autres. Cette éducation antimilitariste et par conséquent la volonté de ne travailler en rien pour la guerre, doit logiquement se manifester bien avant une déclaration de guerre, car si les antimilitaristes n'ont pu empêcher complètement ou entraver sérieusement les productions de guerre, seront-ils davantage capables au jour du conflit : « De se mettre en grève, de détruire les stocks de matériel de guerre et de matières premières destinées à en fabriquer d'autres, de saboter les industries fabriquant du matériel ? »

Question à laquelle je crois pouvoir répondre, non !

C'est donc, toute une éducation révolutionnaire antimilitariste à refaire ? L'éducation antimilitariste a été presque complètement abandonnée. Cette éducation d'ailleurs n'a été que la guerre elle-même. Puis les partis dits « communistes », ont entravé la reprise de l'éducation antimilitariste par leur monstrueuse démagogie près des masses et des jeunes gens surtout, avec leur « armée rouge prolétarienne ». »

Nous admettons qu'en période révolutionnaire il faudra défaire tout ce qui a été acquis à la révolution. Or, ceci implique bien se servir autant que possible des armes et moyens de destruction au service de la bourgeoisie. Ce sont bien là des moyens de violence !

Cependant, si préconisant des maintenant, et en accord avec les antimilitaristes de tous les nationalités, le refus des fabrications de matériel de guerre et de matières premières, des événements nous surprennent et engendrent un conflit entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui dégénère en révolution, quelle pourra, à ce moment, se poser la question de défense de la révolution, être l'attitude des antimilitaristes ?

A moins de rester dans l'expectative — est-ce possible — les révolutionnaires-antimilitaristes, ne pourront faire autrement que de se servir des méthodes de guerre modernes. » Or, ont-ils l'éventualité que nous souhaiterions, la seule possible, serait : « L'acceptation par la classe ouvrière, de cessation immédiate de toute production de guerre. » Mais, à ce moment encore une fois, ne serait-il pas trop tard ? Si la contre-révolution a eu le temps de stocker un matériel de guerre de mort ?

En analysant l'histoire tout cela terriblement question Müller Lehning nous oblige à nous rappeler, que la bourgeoisie dispose, seule, de la technique de la guerre et que la « classe ouvrière » ne saurait vaincre, si elle n'a pour elle la connaissance, la spécialisation de la technique militaire, ce qui ne saurait être.

Alors ? Sur les principes antimilitaristes, je suis fondamentalement d'accord, mais dans la pratique, en cas de conflit, ou en période révolutionnaire ? La guerre 1914-1918 est là : la révolution russe en Ukraine avec nos camarades libertaires est là. Nécessité pour eux de se servir des armes. Devra-t-il en être de même demain ?

RENE MARTIN

## Communications Diverses

Le groupe de Lyon se réunit tous les mardis et vendredis à 20 h. 30, salle Sacco-Vanzetti, 171, rue Duguesclin.

Tous les dimanches matin de 10 heures à 12 heures, permanence pour entraide, solidarité, journaux, bibliothèque, librairie, remise de l'Encyclopédie Anarchiste aux camarades abonnés au groupe.

Le groupe compte sur la bonne volonté de tous pour pouvoir envisager et mettre en pratique l'organisation rationnelle de nos prochaines conférences éducatives.

Un service régulier de librairie vient d'être établi à Montmartre tous les dimanches matin pour permettre aux copains de se procurer tous les volumes qui les intéressent.

Pour le Groupe de Lyon, J. Lamure.

P. S. — Les camarades sont instamment priés de venir retirer leurs numéros de l'Encyclopédie.

Groupe ouvrier anarchiste de Liège. — Les camarades désireux de s'éduquer, de mieux connaître les idées et les méthodes anarchistes sont cordialement invités tous les vendredis à 7 h. 30, à la Maison des Syndicats, rue de la Loi, 20, Liège, où se tiennent les causeries de notre groupe.

Sujet de la causerie du 12 juillet : L'anarchisme et la femme par le cam. N. Lazarevitch. Cette causerie est suivie d'une discussion à laquelle peuvent participer tous les auditeurs.

Entrée libre. Les sujets suivants ont déjà été examinés : L'anarcho-syndicalisme, le mouvement ouvrier et la guerre, les anarchistes et les syndicats, le prolétariat russe : dictateur ou esclave.

Sujets à traiter : Le Manifeste des Seize, la Guerre future, l'Ecole et les anarchistes, anarchisme et armée, Anarchisme et commerce, etc.

Fédération Nationale des Libres Penseurs de France et des Colonies.

Les libres penseurs et militants de tous groupes et toutes fédérations d'avant-garde sont expressément invités à venir, comme chaque année, commémorer l'héroïque chevalier de la Barre qui fut martyrisé, supplicié par l'Eglise catholique, pour n'avoir pas saisi une procession.

Rendez-vous dimanche, 7 juillet, à 10 heures.

## LA VIE DE L'UNION

### A nos Groupes

Grâce au concours de nombreux groupes, nous avons pu couvrir une partie de notre déficit. L'effort fourni sera poursuivi pour le plus grand bien de notre propagande et de l'activité de l'U.A.C.R.

D'autres groupes, notamment de la région parisienne, du Languedoc ont laissé s'accumuler, dans le versement de leurs cotisations mensuelles un important retard.

Nous pensons qu'il suffira de le signaler, pour qu'immédiatement ils régularisent leur situation vis-à-vis de notre caisse. — J. R.

## PARIS-BANLIEUE

Ecole du propagandiste. — Réunion tous les mercredis et vendredis à 20 h. 30, 72, rue des Prairies.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>. — Tous les mardis, à 20 h. 30, réunion Maison Barret, 10, rue de l'Arbalète.

Groupe du 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>. — Tous les jeudis soirs à 20 h. 30, salle de l'Indépendance, 48, Rue Duhesme (18<sup>e</sup>). Jeudi prochain, 11 juillet, organisation du travail théorique décidé par le groupe. Présence indispensable de tous les militants.

Livry-Gargan. — Nous rappelons à tous les camarades, habitant la région, que le groupe se réunit les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedis de chaque mois.

Nous comptons sur la présence de tous, pour intensifier la propagande dans notre coin de banlieue.

La prochaine réunion aura lieu le samedi 13 juillet, à 21 heures, salle Coulon, rue de Paris.

## QUELQUES ARGUMENTS

Certains de nos camarades vont chercher dans leurs polémiques avec les bolchevicks des faits se passant en Russie et ils ne peuvent, de ce fait, manquer de précision et de détails, apporter dans leur argumentation les preuves nécessaires à leur démonstration ; c'est au contraire dans la conduite des dirigeants du parti bolchevick en France qu'il faut puiser des faits qui puissent montrer clairement aux ouvriers que ce parti se trompe souvent et que sa tactique, loin d'être couronnée de succès, comme l'affirme hautement l'Humanité, se termine comme l'ont démontré les grèves du Gard et de la Loire — par un échec pour le prolétariat.

Voici deux faits qui pourront servir dans la discussion et qui paraissent avec un peu de retard, car j'attendais un démenti quelconque de la part des personnages cités.

Sous le titre Comment on exclut, comment on informe, « Contre le courant », organe de l'opposition communiste, a publié en mars l'information suivante :

PARTI COMMUNISTE

(Cellule locale de Savigny-sur-Orge)

A PROPOS D'UNE EXCLUSION

« Il a été apposé en notre nom une affiche ignominieuse pour l'action du parti concernant l'exclusion sans motif du camarade Bequet, sur le simple témoignage d'agents provocateurs. »

La cellule locale, dans laquelle figurent deux secrétaires de cellules d'entreprises de Paris, dément de la façon la plus formelle les actes de désagrégation et de provocation allégués gratuitement au camarade Bequet. Elle en appelle aux ouvriers et aux lotis de la localité pour juger d'où viennent ces actes et cette provocation et dans quel but ?

La cellule se rendant solidaire du travail de ce camarade répond, d'une part, en envoyant sa démission collective de membres du parti et dénonce les instigateurs de cette odieuse manœuvre :

Dévoiant, traître aux lotis, à ses amis, à ses camarades, auxiliaire pendant de nombreux mois du traître démasqué Soudant, Colomer, ex-agent provocateur officiel, ex-courtois de toutes les grandes maisons policières contre-révolutionnaires et anti-syndicalistes. Révolutionnaire d'un jour et dont le passé ne peut supporter aucune comparaison avec celui de notre camarade Bequet.

La cellule locale, aujourd'hui, démissionnaire, militante depuis de nombreuses années, ayant travaillé sans discontinuer à l'amélioration du sort des mal-lotés, des chômeurs, des contribuables, laisse l'entière responsabilité de la désorganisation du prolétariat local à ceux qui ont ouvert le feu et affirmant plus que jamais leur accord le plus complet et le plus formel avec l'idéologie du parti et de l'Internationale alerte les ouvriers en leur disant : Ouvriers !... Prenez garde aux traitres et aux arrivistes ! — La Cellule locale.

Il se dégage des lignes ci-dessus plusieurs enseignements. D'abord, je n'ai point remarqué dans l'Humanité que je lis régulièrement la lettre de la cellule de Savigny-sur-Orge faisant part au parti de sa démission collective ; donc le militant n'est point tenu au courant de tout ce qui se passe dans le parti ; de plus, parmi les hommes accusés d'avoir désorganisé la cellule en question, se trouve Colomer, qui accomplit chez les bolchevistes la même besogne que celle qu'il a menée chez les anarchistes.

Enfin, ni Colomer, principal intéressé, ni les auteurs, n'ont démenti l'information que l'on vient de lire.

Le deuxième fait m'a été fourni par le volume que vient d'éditer le parti intitulé Classe contre classe, et qui contient des déclarations des principaux militants de l'I. C.

Dans ce volume, Lehoucq, secrétaire du rayon de Puteaux, affirme : « Que l'analyse fautive de la situation en France entraînant les camarades des régions à commettre des fautes graves, parce qu'on exagère considérablement le degré de radicalisation des masses. »

Et il ajoutait : « A mon avis, cette con-

res, à Montmartre ou devant l'église du Sacré-Cœur, au pied de la touchante statue du Chevalier, prendront la parole : Albert Le Bras, de la cellule d'Orléans, de Libre-Pensée ; Maurice Bonnard, du Groupe Francisco Ferrer ; Charles Barba, du Groupe La Barre ; Julia Bertrand, du groupe de Paris. Vive la pensée libre ! Tous à Montmartre dimanche !

Groupe de Saint-Denis. — Réunion vendredi 5 juillet à 20 heures 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger. Causerie par un camarade de la Fédération sur : l'histoire du mouvement anarchiste. Tous les camarades seront présents.

## PROVINCE

Lodignan. — Les amis et sympathisants de Lodignan et environs pourront se procurer « Le Libertaire » au bureau de tabac Lafitte, face au café des Sports.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas, se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue St-Charles ; tous les camarades se doivent d'être tous présents samedi 6 juillet. Questions très intéressantes à traiter, se rapportant au groupe d'achats en commun.

Groupe achats en commun. — Distribution des denrées tous les mercredis soir et dimanches matin, de 8 heures à midi. Que les camarades n'oublient pas de passer leur commande.

Librairie Sociale. — Vente de livres, brochures, chansons et journaux, à notre Librairie, tous les dimanches matins au marché de St-Sernin, angle rue St-Bernard. Tous les camarades et lecteurs de « Libertaire » doivent nous réserver leurs achats.

ception ne peut aboutir qu'à des actions irréfléchies, à des manifestations mal préparées, à des mots d'ordre qui ne correspondent pas à la situation. C'est là que peut aboutir une telle politique. Vous ne pouvez nier les résultats...

Que diriez-vous si moi, secrétaire de région, je vous disais en vous prenant individuellement : « Peut-être déclencher une grève dans une grosse entreprise de ton rayon ? Eh bien ! c'est la question que l'on m'a posée à moi, secrétaire de rayon, pendant la campagne électorale. Je vous assure que j'en suis resté suffoqué, parce que je ne pense pas qu'une grève se déclenche sur commande. »

J'arrête la citation, car elle suffit à nous donner le pourquoi de l'échec de tant de grèves qui étaient vouées à ne pas aboutir vu le peu de préparation et le manque de circonstances indispensables à la réussite d'une revendication prolétarienne.

Ainsi, voilà un parti qui entend déclencher des grèves à volonté pour favoriser des élections. Drôle de tactique, qui montre bien que, là aussi, comme dans les autres partis politiques, l'on se sert des militants pour des buts qu'ils ignorent, favorables à certaines personnalités et nuisibles à la cause révolutionnaire que l'on prétend servir.

René Ghislain.

## LA VOIX DE PROVINCE

NICE

Vive l'Armée ! n. de D.

Notre ville de Nice et de Calvi est en émoi. Un vieux briscard du nom de Rambaud, ne s'est-il point avisé de refuser de payer son loyer à son propriétaire. Voilà qui n'est pas banal. Un général en conflit avec son locuteur, un traineur de sabre méconnaissant les usages de messieurs les vauroux, nous n'en avons guère accoutumés à cela. Il n'y a pas à dire, le respect de la propriété font le culte, tout autant que la discipline — cette force principale des armées. Certes nous savons qu'il était des généraux factieux, au Mexique et dans quelques autres républiques sud-américaines, mais nous n'euissions jamais supposé que cette « race maudite » pourrait s'acclimater en notre douce France. Vraiment il y a quelque chose de changé, la voilà bien la radicalisation des masses, dont parlent tant nos braves communistes. Quatre jours durant notre soldat rebelle, s'est opposé aux investigations des huissiers et de la police. Il soulait contre les représentants de la loi, venant pour l'expulser, un siège éponge, un siège comme peut-être il n'en vit jamais au cours de sa glorieuse carrière de buveur de sang. Finalement les flics avec l'aide d'un serrurier, forcèrent sa porte, et se saisirent de ses meubles. Les journaux même prétendent que pour comble d'infortune, ils emportèrent aussi son SABRE. On frémit à la pensée d'un pareil sacrilège. Privé de son gagne-pain, que va-t-il devenir ? Nos félicitations quand même à ce général subversif !

Lematte.

## PETITE CORRESPONDANCE

Etudiant, Lorient. — Trop de questions pour pouvoir y répondre par la voie du Libertaire. Ecrire à nouveau en indiquant adresse.

Un portefeuille contenant des cartes de visite au nom de Lucien Delaporté a été trouvé à la balade du « Bois de l'Union » près d'Argenteuil. Le réclamer au Libertaire.

Roger Hétain pourrait-il nous indiquer l'endroit où nous pourrions le voir ou bien lui écrire Barcelone.

Villa. Très urgent, fais l'impossible pour dimanche 7. Montagu.

E. Vasse. — Je passe ta réclamation aux intéressés.

Jean MARESTAN

## L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages, illustre, 18<sup>e</sup> mille

Prix, 12 francs ; franco, 13 francs.

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Editions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DELOBEL.

Imprimerie spéciale du Libertaire  
10-12, rue Paul-Lelong, Paris.